

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 22/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VEOLIA EAU

765 rue Henri Becquerel
CS 29045
34000 Montpellier

Références : 2025-09-
Code AIOT : 0018100078

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement VEOLIA EAU implanté ZI du Synerpole Route de Saint-Privat 30340 Salindres. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée de manière inopinée pour contrôler le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-14 du 29 avril 2025, pris à l'encontre de la société VEOLIA EAU suite aux constats non conformes établis lors de la visite de l'Inspection du 19 février 2025, dans le cadre de signalements de nuisances olfactives sur le secteur de la zone industrielle implantée au sud de l'agglomération de Salindres.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VEOLIA EAU
- ZI du Synerpole Route de Saint-Privat 30340 Salindres
- Code AIOT : 0018100078
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La plate-forme créée en 2000 a été exploitée successivement par les sociétés AM Industries, SOUREIL et VEOLIA Eau. Soumise à l'origine à déclaration, elle est devenue soumise à autorisation suite à la création de la rubrique 2780 par le décret du 29 octobre 2009.

Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral n° 2012-51 du 8 juin 2012 qui est basé sur l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 relatif aux installations de compostage.

L'établissement est situé sur la commune de Salindres, lieu-dit « Le Barthas » sur un terrain d'une superficie totale de 1,25 ha.

Il est entouré par des établissements industriels :

- au nord, la plate-forme chimique Rhodia-Axens ;
- à l'est, l'usine de céramiques CTI ;
- au sud, la centrale à béton BCP-Lafarge, IRIS (conditionnement de produits agropharmaceutiques) et BIOS DEVELOPPEMENT (fabrication d'engrais) ;
- à l'ouest, l'usine de tri-compostage SUEZ.

L'habitation la plus proche est à 330 m au sud-est ; le bourg de Salindres est à 750 m au nord-est.

L'activité principale de l'établissement est le compostage de déchets verts broyés ou d'écorces et de boues de stations d'épuration urbaines ou industrielles.

Les installations sont dimensionnées pour le traitement de 40 t/j soit 14 600 t/an de déchets comprenant environ :

- 8 540 t de boues,
- 6 060 t de déchets verts ou d'écorces.

La plupart du compost produit est conforme à la norme NFU 44-095. Toutefois, lorsque le compost n'est pas conforme à la norme, il est valorisé dans le cadre d'un plan d'épandage ou éliminé dans une installation de stockage autorisée, selon sa teneur en substances indésirables (éléments traces métalliques et composé traces organiques).

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des nuisances et des risques	AP de Mise en Demeure du 29/04/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite et la transmission de justificatifs ont conduit l'Inspection à constater que l'exploitant a

réalisé les travaux d'automatisation de la fermeture des 3 portes des bâtiments de fermentation et de maturation-criblage et l'évacuation des refus de criblage entreposés à l'extérieur, lui permettant ainsi de respecter les dispositions des articles 2.1.3. et 4.1. de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012.

Ces constats répondent aux prescriptions de la mise en demeure du 29 avril 2025, qui peut être levée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des nuisances et des risques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : La société VEOLIA EAU (n° SIRET 57202552612339), dont le siège social est situé Parc du Millénaire - 765, rue Henri Becquerel - CS 29045 - 34967 MONTELLIER CEDEX, exploitant une installation de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale au titre de la rubrique 2780-2 au lieu-dit « Le Barthas » sur la commune de Salindres, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 4.1 et 2.1.3. de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012 en procédant : - à l'évacuation des stocks de refus de criblage entreposés à l'extérieur du bâtiment de maturation dans un délai de 1 mois ; - à l'automatisation de la fermeture des portes du bâtiment de fermentation dans un délai de 3 mois.
Constats : Par courrier du 28/07/2025, l'exploitant a justifié avoir procédé à l'évacuation du dépôt de refus de criblage entreposé sur l'aire à l'extérieur du bâtiment dédié au criblage et à la maturation, qui a été réalisée le 18/04/2025 selon ses déclarations. Lors de la visite, il a été constaté les faits suivants : - l'absence d'odeur désagréable à l'extérieur des bâtiments; - l'absence de nouveau stockage de refus de criblage sur l'aire extérieure susmentionnée; - la fermeture de la porte arrière du bâtiment de fermentation et de la porte du bâtiment de maturation; l'automatisation de l'ouverture et de la fermeture de ces portes par détection cellulaire a été réalisée les 8 et 9 août 2025, selon la fiche d'intervention émise par la société LFB (Les Fermetures du Bâtiment) datée du 08/08/2025 présentée; - le maintien toutefois de la porte du quai de déchargement des boues du bâtiment de fermentation en position ouverte pour faciliter les manœuvres de la chargeuse juste après le déchargement d'un apport de boues ; néanmoins, l'automatisation de la fermeture de cette porte par détection cellulaire, qui avait été reportée par le fournisseur selon les déclarations de l'exploitant, a été réalisée le lendemain de la visite, selon le bon d'intervention de LFB datée du 18/09/2025 transmise le jour même. Ces travaux permettent de maintenir le confinement des poussières, gaz et composés odorants à l'intérieur des bâtiments, dans lesquels ils sont captés et acheminés vers le filtre biologique de traitement des gaz, et de limiter ainsi les nuisances olfactives, conformément aux dispositions des articles 2.1.3. et 4.1. de l'arrêté préfectoral n°2012-51 du 8 juin 2012.
Type de suites proposées : Sans suite

